

COMMUNIQUE DE PRESSE

Objectifs 2020 : des avancées disparates. Le rapport de l'ONUSIDA sur l'épidémie mondiale de sida fait état d'un échec accentué par la COVID-19

Depuis 2015, 3,5 millions d'infections au VIH et 820 000 morts supplémentaires liés au sida sont imputables à des objectifs non atteints. Elles auraient été évitées si les objectifs 2020 avaient été réalisés. La riposte pourrait également revenir dix ans en arrière au moins, si la pandémie de COVID-19 interrompt gravement les services de lutte contre le VIH.

GENÈVE - 6 juillet 2020 : un nouveau rapport de l'ONUSIDA relate des avancées notables, mais marquées par de grands écarts, en particulier dans le déploiement de l'accès à la thérapie antirétrovirale. La disparité des avancées d'un pays à l'autre et au sein d'un même pays empêchera d'atteindre les objectifs mondiaux de la riposte au VIH fixés pour 2020. Le rapport [Agissons maintenant](#) avertit même de la perte d'avancées et de la stagnation du progrès si nous ne faisons rien. Il souligne l'urgence pour les pays de redoubler d'efforts et d'agir sans tarder pour soigner les millions de personnes laissées de côté.

« Nous devons mener des actions efficaces chaque jour de la décennie à venir pour remettre le monde sur la voie des objectifs 2030 et mettre fin à l'épidémie du sida », a déclaré Winnie Byanyima, directrice exécutive de l'ONUSIDA. « Des millions de vies ont été sauvées, en particulier des vies de femmes en Afrique. Les nombreuses avancées enregistrées doivent être partagées avec toutes les communautés du monde. La stigmatisation et la discrimination ainsi que les inégalités généralisées sont autant d'obstacles à surmonter pour mettre fin à l'épidémie de sida. Les pays doivent écouter les preuves apportées, prendre leurs responsabilités et défendre les droits humains. »

Quatorze pays ont atteint le triple objectif 90-90-90 du traitement contre le VIH (90% des personnes vivant avec le VIH connaissent leur statut sérologique ; 90% des personnes se sachant séropositives suivent un traitement antirétroviral ; 90% des personnes sous traitement antirétroviral présentent une charge virale indétectable). Alors qu'il affiche l'un des taux de prévalence parmi les plus élevés au monde, 27 % en 2019, l'Eswatini fait partie de ces pays et a même déjà dépassé ces objectifs pour atteindre le suivant : 95-95-95.

Le déploiement de la thérapie antirétrovirale a sauvé des millions de vies et évité des millions de nouvelles infections. Pourtant, 690 000 personnes sont mortes de maladies opportunistes liées au sida l'an dernier. 12,6 millions sur les 38 vivant avec le VIH n'avaient pas accès au traitement vital.

« Le sida n'est pas terminé en Côte d'Ivoire. Nous devons accélérer la mise sous traitement des personnes vivant avec le VIH et intensifier la recherche des perdus de vue. », a affirmé Eugène Aka Aouélé, Ministre de la Santé et de l'Hygiène Publique de Côte d'Ivoire.

Le monde a accumulé un grand retard dans la prévention de nouvelles infections au VIH. 1,7 million de personnes a contracté le virus, soit plus du triple de l'objectif mondial. On constate des progrès en Afrique orientale et australe, où les nouvelles infections au VIH ont reculé de 38 %, depuis 2010. Ces chiffres contrastent dramatiquement avec ceux d'Europe de l'Est et d'Asie centrale, où les nouvelles infections au VIH ont explosé de 72 % depuis 2010. Leur nombre a également bondi de 22 % au Moyen-Orient et en Afrique du Nord et de 21 % en Amérique latine.

Le rapport *Agissons maintenant* fait état d'avancées disparates délaissant trop de personnes vulnérables. 62 % environ des nouvelles infections au VIH concernent les populations clés et leurs partenaires sexuel-les, comme les gays et autres hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes, les professionnel-les du sexe, les consommatrices et consommateurs de drogues et la population incarcérée, alors même qu'elles ne représentent qu'une très faible part de la population globale.

La stigmatisation, la discrimination, les autres inégalités sociales et l'exclusion forment autant d'obstacles stratégiques. Les populations marginalisées qui redoutent le jugement, la violence ou les arrestations rencontrent des difficultés à accéder aux services de santé sexuelle et de la reproduction, notamment en lien avec la contraception et la prévention du VIH. La stigmatisation des personnes vivant avec le VIH demeure monnaie courante. Au moins 82 pays criminalisent une forme de transmission du VIH, l'exposition au virus ou la non-divulgaration de son statut sérologique. Le commerce du sexe relève du Code pénal dans au moins 103 pays, et pas moins de 108 pays criminalisent la consommation ou la possession de drogue destinée à une consommation personnelle.

Les femmes et les filles en Afrique subsaharienne continuent de former la majeure partie de la population concernée. Elles représentent 59 % des nouvelles infections dans la région en 2019. 4 500 adolescentes et jeunes femmes entre 15 et 24 ans contractent le VIH chaque semaine. Les jeunes femmes comptent pour 24 % des nouvelles infections au VIH en 2019, alors même qu'elles ne forment que 10 % de la population en Afrique subsaharienne.

Cependant, lorsque des services exhaustifs de lutte contre le VIH sont accessibles, le taux de transmission chute littéralement. Une couverture efficace a réduit les inégalités et le taux d'incidence des nouvelles infections au VIH en Eswatini, au Lesotho et en Afrique du Sud. Elle combine les options de prévention comme le soutien socio-économique des jeunes femmes et une couverture de traitement étendue permettant d'obtenir une charge virale indétectable chez des populations jusque là délaissées.

La pandémie de COVID-19 a lourdement perturbé la riposte au sida et pourrait continuer sur sa lancée. Une interruption totale de six mois du traitement contre le VIH entraînerait plus de 500 000 morts supplémentaires en Afrique subsaharienne l'année prochaine (2020-2021). Ce revers ramènerait le taux de mortalité lié au sida dans la région à celui de 2008. Une interruption, ne serait-ce que de 20 %, provoquerait 110 000 morts supplémentaires.

Jeanne Gapiya, Présidente de l'Association Nationale de Soutien aux Séropositifs et malades du sida au Burundi souligne que « Mettre fin à la pandémie de COVID-19 dès 2020 et à celle de VIH comme enjeux de santé public à l'horizon 2030 ne constituent pas deux combats, mais un seul et même combat : le combat pour mettre fin aux inégalités et œuvrer pour le plein respect des droits humains de toutes et de tous. »

Pour lutter contre les épidémies conjuguées de VIH et de COVID-19, l'ONUSIDA et ses partenaires mènent une campagne mondiale en faveur d'un vaccin universel contre la COVID-19. L'appel a déjà reçu la signature de 150 responsables et spécialistes du monde entier. Il exige que tous les vaccins, traitements et tests soient libres de brevet, produits en masse et distribués gratuitement et équitablement à l'ensemble de la population.

L'ONUSIDA presse également les pays à augmenter leurs investissements pour combattre ces deux maladies. Les investissements pour riposter au VIH ont chuté de 7 % entre 2017 et 2019 et représentent 18,6 milliards de dollars US. Ce revers signifie qu'il manque 30 % au budget de 26,2 milliards de dollars US nécessaire à une riposte efficace au VIH pour 2020.

« Nous ne laisserons pas les pays pauvres passer en dernier. La protection contre ces virus mortels ne doit pas dépendre de votre compte en banque ni de la couleur de votre peau », insiste Mme Byanyima. « Nous ne pouvons pas puiser dans les financements d'une maladie pour en soigner une autre. Le VIH et la COVID-19 doivent bénéficier de financements exhaustifs pour éviter la perte massive de vies humaines. »

[FIN]

Contact

ONUSIDA Genève | Sophie Barton-Knott | tél. +41 22 791 1697 | bartonknotts@unaids.org

ONUSIDA

Le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA) guide et mobilise la communauté internationale en vue de concrétiser sa vision commune : « Zéro nouvelle infection à VIH. Zéro discrimination. Zéro décès lié au sida. » L'ONUSIDA conjugue les efforts de 11 institutions des Nations Unies – le HCR, l'UNICEF, le PAM, le PNUD, l'UNFPA, l'UNODC, ONU Femmes, l'OIT, l'UNESCO, l'OMS et la Banque mondiale. Il collabore étroitement avec des partenaires mondiaux et nationaux pour mettre un terme à l'épidémie de sida à l'horizon 2030 dans le cadre des Objectifs de développement durable. Pour en savoir plus, consultez le site unaids.org, et suivez nous sur Facebook, Twitter, Instagram et YouTube.